

Propos de M. Jacques Chirac à l'occasion du point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Gerhard Shroeder, Chancelier allemand, sur les relations franco-allemandes et la question d'une intervention militaire contre l'Irak, Hanovre le 7 septembre 2002.

(2)

Je voudrais d'abord remercier le chancelier pour son accueil chez lui, particulièrement agréable. Cela a été pour nous un moment de détente.

Mais c'est aussi un moment important puisque c'est un moment qui rythme aujourd'hui les relations entre nos deux pays et qui nous permet, mois après mois, de régler ce qui peut apparaître comme des problèmes entre nous et qui ne résistent jamais très longtemps à un débat entre le chancelier et moi-même ou entre les ministres des Affaires étrangères. Encore faut-il naturellement que ce débat puisse avoir lieu, ce qui est le cas grâce à ces procédures qui nous permettent ce soir de nous retrouver ici.

Je tenais à dire au chancelier, et à travers lui à l'ensemble du peuple allemand, la très, très grande émotion qui a été celle du peuple français lors des inondations dont l'Allemagne a été victime et dont les Allemands ont été victimes.

L'émotion des peuples est un bon baromètre des relations qui existent entre eux. Je me souviens de la fraternité allemande qui s'était exprimée au moment des tempêtes dont la France avait été victime à la fin de 1999, au moment des ravages que le naufrage de l'Erika avaient causés chez nous, et nous avons été très sensibles à cette réaction de l'opinion publique allemande qui était à la fois forte, spontanée et cordiale. Eh bien, j'ai ressenti exactement le même sentiment en France, de consternation et de solidarité à l'égard du peuple allemand victime de ces épouvantables inondations. J'ai tenu à le dire de tout cœur au chancelier.

Sur nos discussions, je serai très bref puisque le chancelier a dit très exactement la situation. Notre détermination d'aller la main dans la main aux Sommets de Bruxelles et de Copenhague. Notre volonté de relancer, à l'occasion du 40ème anniversaire du Traité de l'Elysée, par une déclaration politique donnant une nouvelle impulsion à notre relation, la dynamique germano-française. Sur ces points, nous n'avons pas eu de difficultés, de problèmes.

Sur les problèmes internationaux, essentiellement sur le débat qui a lieu actuellement sur la situation en Iraq, j'ai peu de choses à ajouter à ce qu'a dit le chancelier. La France considère que toute solution unilatérale est à proscrire. Je considère que l'Iraq doit accepter, conformément à la demande du Secrétaire général de l'ONU et du Conseil de sécurité, le retour sans conditions des inspecteurs. Elle considère que seul le Conseil de sécurité est habilité à prendre une décision sur les conséquences de la position que prendront les autorités irakiennes. Et, en tant que membre du Conseil de sécurité, la France, naturellement, attendra le débat pour indiquer sa position finale. Il y a là une position européenne assez cohérente.

Q - Monsieur le Président, est-ce que vous pouvez comprendre la position allemande exprimée d'ores et déjà sur une éventuelle participation de l'Allemagne à une intervention en Iraq ?

R - Naturellement que je peux comprendre la position de l'Allemagne dans ce domaine. Je vous ai dit quelle était la position de la France. Nous sommes contre toute espèce d'action unilatérale. Merci beaucoup.